



**PRÉFET
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-départementale de la Corrèze, de la Creuse et de
la Haute-Vienne
Site de Limoges
22, rue des Pénitents Blancs
87039 Limoges

Limoges, le 20/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

WESTON J.M.

rue Nicolas Appert
ZI NORD
87000 Limoges

Références : UiD872026-69
Code AIOT : 0006003023

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2026 dans l'établissement WESTON J.M. implanté 65, rue Nicolas Appert ZI NORD 87280 Limoges. L'inspection a été annoncée le 30/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site a été visité dans le cadre de l'action régionale, opération coup de poing 2026 de l'Inspection portant sur les produits chimiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- WESTON J.M.
- 65, rue Nicolas Appert ZI NORD 87280 Limoges
- Code AIOT : 0006003023
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société JM WESTON est spécialisée dans la fabrication et la réparation de chaussures de luxe. Le site d'exploitation actuel de Limoges a été créé en 1989. La société J.M. WESTON est autorisée, par un arrêté préfectoral en date du 20 janvier 2009 l'autorisant à poursuivre l'exploitation d'une usine de production de chaussures en zone industrielle nord à LIMOGES.

Outre le Code de l'environnement, le référentiel réglementaire utilisé lors de la visite est le suivant :

- Règlement (CE) n° 1907/2006 du 18/12/06 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques (Annexe XVII)
- Arrêté du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
- Arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets
- Arrêté préfectoral d'autorisation du 20 septembre 2009

Thèmes de l'inspection :

- Produits chimiques
- Suite VI 2025 – Modification installation / Plan de gestion des solvants

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande d'action corrective	3 mois
6	Récolement VI 2025 – Plan gestion des solvants	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Récolement VI 2025 – Porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 20/09/2009, article 1.6.1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 20/09/2009, article 7.5.3	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Préfectoral du 20/09/2009, article 7.5.5	Sans objet
5	État des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Globalement, le site est bien tenu, les fiches de données de sécurité sont maintenues à jour et accessibles pour les collaborateurs.

Un travail a été entamé concernant le stockage des produits chimiques dans les armoires des ateliers (rangement/ contenant appropriés/...) et doit être poursuivi par l'exploitant.

Concernant le récolement suite à la visite d'Inspection de 2025, des éléments justificatifs sont attendus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : L'ensemble des fiches de données de sécurité est disponible dans des classeurs à l'infirmerie en version imprimée et sur le réseau informatique. Les fiches de données de sécurité sont revues annuellement et demandées à chaque nouveau produit acheté. L'exploitant dispose d'un utilitaire en ligne pour suivre les FDS. L'ensemble des FDS consultées (dans les classeurs de l'infirmerie et sur le réseau) sont à jour (dates de révisions comprises entre 2022 et 2025).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés [...] dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : Les mesures de maîtrise de risque (MMR) issue des FDS consultées par sondages sont globalement mises en œuvre. D'une façon générale pour l'ensemble des points vu par sondage, les moyens d'extinction sont conformes aux MMR consultées sur les FDS. Les armoires produits chimiques sont notamment dotées de leurs propres systèmes de protection incendie. <u>Concernant les postes de travail</u> , les produits chimiques sont stockés en petits contenants étiquetés. L'exploitant indique avoir mené une action pour rendre conforme les contenants de stockage au poste et interdire des contenants non identifiés/ non appropriés. <u>Concernant les armoires de stockage dans l'atelier</u> , elles disposent de leur propre rétention cependant les points suivants ont été constatés : <ul style="list-style-type: none">• Des contenants inappropriés (bouteilles plastiques par exemple) non correctement

<p>identifiés (marquage manuel incomplet) ont été observés dans plusieurs armoires ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Certaines armoires étaient très remplies et les produits étaient entassés les uns sur les autres ; • Des contenants sont positionnés trop près du bord de l'armoire et les coulures éventuelles ne sont pas au-dessus de la rétention ; • Des plaques étanches ont été constatées sur les étagères dans une armoire, empêchant les coulures éventuelles d'aller dans la rétention ; • Des affichages sont bien présents pour identifier les armoires de produits chimiques. <p>L'exploitant indique avoir une action en cours sur l'organisation des armoires de stockage des produits chimiques. Cette action doit être poursuivie en prenant en compte la correction des éléments précédents.</p> <p>À noter que dans les ateliers, il n'y a pas de système immédiatement disponible en cas de déversement de produits chimiques lors des manipulations de transvasement. L'exploitant doit mettre en place des moyens de récupérer d'éventuels déversements (feuilles absorbantes par exemple).</p> <p><u>Concernant le local de stockage colle</u>, suite à la visite d'Inspection de 2025, l'exploitant a réorganisé le stockage en retirant tout ce qui n'avait pas lieu d'être là et maintenu le rangement propre. Une réserve de sable pleine est disponible devant le local pour gérer les éventuels déversements.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant reprend l'organisation des armoires de stockage des produits chimiques en mettant en place des actions correctives aux constats sus-mentionnés et veille à la maintenir.</p> <p>L'exploitant met en place a proximité immédiate des zones de manipulation des kits de récupération en cas de déversement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2009, article 7.5.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; • 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans le cas de liquides inflammables à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;

<ul style="list-style-type: none"> • dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; • dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>De façon générale l'ensemble des produits est stocké sur rétention. Les armoires disposent de leurs rétentions en propre et le local de stockage colle est une rétention en lui-même qui apparaît correctement dimensionné au vu des stockages présents. A noter que certains produits dans ce local (les plus grands contenants), disposent également d'une rétention en propre pour éviter les coulures lors des manipulations de remplissage.</p> <p>Aux postes de travail, seules de petites quantité de produits sont présentes.</p> <p>Comme demandé au constat précédent (n°2), dans les armoires l'exploitant doit veiller à positionner les produits chimiques de façon à ce que les déversements éventuels coulent dans la rétention et retirer tous les obstacles éventuels au déversement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2009, article 7.5.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'un point sur la compatibilité des produits chimiques a été fait en 2025 suite à la visite d'Inspection avec le chimiste de la médecine du travail. Les produits chimiques ont été rangés en tenant compte de ces recommandations.</p> <p>Lors de la visite il n'a pas été constaté de stockage de produits incompatibles.</p> <p>L'exploitant doit veiller au maintien de cette compatibilité des produits chimiques. Des affichages de sensibilisation et de rappel pourraient être mis en place lors de l'audit interne des armoires.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : État des stocks de produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'état des stocks est tenu à jour en continu via l'ERP du site. Un récolement est fait avec l'inventaire annuel.</p> <p>L'état des stocks au 10/03/2026 a été présenté lors de la visite.</p>

À noter que depuis la visite d'Inspection de 2025, l'état des stocks est édité physiquement hebdomadairement et est disponible à l'accueil et transmis au directeur de site afin d'être disponible en cas de besoin.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Récolement VI 2025 – Plan gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1

Thème(s) : Risques chroniques, Solvants

Prescription contrôlée :

Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]

Arrêté préfectoral du 20/01/2009, article 3.3.2

[...] Au plus tard le 31 décembre 2009, le total des émissions (canalisées et diffuses) de composés organiques volatils (COV) des installations de fabrication de chaussures est inférieur ou égal à 25 grammes par paire de chaussures complète Fabriquée, [...]

VS AM 2/2/98 : [...] 27° Fabrication de chaussures : si la consommation de solvants est supérieure à 5 tonnes par an, les dispositions du premier alinéa du a du 7° de l'article 27 sont remplacées par les dispositions suivantes : « Le total des émissions de COV est inférieur ou égal à 25 grammes par paire de chaussures complète fabriquée. »

Arrêté préfectoral du 20/01/2009, article 3.3.2

[...] Aucune substance à phrase de risque R45, R46, R49, R60, R61 et halogéné étiqueté R40, tel que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances n'est utilisé dans l'usine. [...]

VS AM 2/2/98 Article 27.7° c) : Les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 en raison de leur teneur en COV, classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, sont remplacés, autant que possible, par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possibles. Si ce remplacement n'est pas techniquement et économiquement possible, la valeur limite d'émission de 2 mg/m³ en COV est imposée, si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 10 g/h. [...]

Pour les émissions de composés organiques volatils halogénés auxquels sont attribuées les mentions de danger H341 ou H351 ou les phrases de risque R40 ou R68, une valeur limite d'émission de 20 mg/m³ est imposée si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 100 g/h. [...]

Le préfet peut accorder une dérogation aux prescriptions des deux précédents alinéas si l'exploitant démontre, d'une part, qu'il fait appel aux meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable et, d'autre part, qu'il n'y a pas lieu de craindre de risque significatif pour la santé humaine et l'environnement.

Constats :

Suite à la visite d'inspection de 2025, le plan de gestion des solvants (PGS) de novembre 2025 a

été transmis à l'Inspection. Les principales conclusions appelant constat sont les suivantes :

La consommation de solvant annuelle calculée est de 4,36 tonnes. L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que cette valeur est proche du seuil de 5 tonnes/ an qui déclenche des obligations réglementaires supplémentaires (déclaration au titre de la rubrique 1978 et prescriptions relatives aux rejets diffus notamment). L'exploitant indique toutefois que cette consommation est plutôt vouée à diminuer, notamment avec les projets en cours de « chaussures démontables » et rappelle que l'ensemble des colles utilisées sur site sert essentiellement à pré-positionner les éléments avant couture/ fixation.

Le rapport relève la présence de COV spécifiques à mention de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F et COV halogénés étiquetés H351. L'arrêté préfectoral, plus restrictif que l'arrêté ministériel du 02/02/1998, interdit l'usage de ces COV. L'exploitant doit :

- soit substituer ces substances afin d'être conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral.
- soit intégrer une demande d'aménagement de la prescription dans le porter à connaissance (cf. constat 7) en argumentant sur l'impossibilité de substituer ces COV, qu'il est fait œuvre des meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable et qu'il n'y a pas lieu de craindre de risque significatif pour la santé humaine et l'environnement (en intégrant une évaluation de risque sanitaire notamment).

À noter que suite à la visite d'Inspection, l'exploitant a identifié de potentielles erreurs dans le PGS concernant ces COV et notamment une incohérence vis-à-vis des FDS qui ne font pas état de ces phrases de risque dans la composition des produits visés au PGS. L'exploitant s'est rapproché de son prestataire afin de clarifier/ corriger ce plan de gestion des solvants.

À noter également que suite à la visite d'Inspection, l'exploitant a indiqué avoir lancé un processus de substitution de la colle contenant le COV halogéné H351 et ainsi être conforme à l'arrêté préfectoral.

De plus, l'arrêté préfectoral impose que le total des émissions de COV (canalisées et diffuses) doit être inférieur à 25 gramme / paire de chaussures. Le calcul sur l'année 2024, en comptant 50 000 chaussures neuves produites, amène à un total d'environ 87 grammes de COV par paire de chaussures. L'arrêté préfectoral est plus restrictif que l'arrêté ministériel du 02/02/1998 qui impose, lui, ce seuil de 25 gramme/ chaussures fabriquées au-delà de 5 tonnes de COV émises annuellement, seuil qui n'est pas atteint dans le cas présent. Là encore, l'exploitant doit :

- Soit réduire ses émissions de COV afin d'être conforme à l'arrêté préfectoral,
- Soit demander un aménagement de la prescription via le porter à connaissance (cf. constat n°7) en argumentant notamment sur la base d'émissions annuelles actuelles de COV inférieures à 5 tonnes/ an, là où le dossier de demande d'autorisation était basé sur des émissions annuelles de l'ordre de 11 tonnes, ayant entraîné le renforcement des prescriptions.

Enfin, l'Inspection rappelle que ce plan de gestion des solvants doit être actualisé annuellement et saisi sur GERE, conformément à l'arrêté ministériel du 31/01/2008. Suite au départ de la précédente personne précédemment en charge, la saisie n'avait pas été réalisée au jour de la visite. À l'issue de l'Inspection, les accès ont été ouverts pour la personne nouvellement chargée de ce suivi qui a immédiatement initié la saisie des informations dans l'outil de déclaration.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit définir sa position vis-à-vis des deux points de non-conformité identifiés à ce constat et transmettre à l'Inspection un retour sur la stratégie suivie : soit une mise en conformité avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral, soit une demande d'aménagements à venir de ces prescriptions via le porter à connaissance visé au constat n°7 ci-après.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Récolement VI 2025 – Porter à connaissance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2009, article 1.6.1
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>A l'issue de la visite d'Inspection de 2025, il était attendu que l'exploitant actualise son classement des activités au regard des rubriques mentionnées à son arrêté préfectoral d'autorisation, des évolutions mises en œuvre sur site et des modifications de la nomenclature des installations classées via un porter à connaissance.</p> <p>Au jour de la visite et suite au départ de la précédente personne en charge de ce suivi, la rédaction du porter à connaissance n'a pas avancé.</p> <p>À titre informatif, une téléprocédure a été mise en place pour porter à connaissance une modification dans une ICPE : https://entreprendre.preprod.service-public.gouv.fr/vosdroits/F39594 (des éléments informatifs relatifs au contenu du dossier sont également disponibles sur ce lien). Il est toutefois conseillé à l'exploitant de se rapprocher d'un bureau d'étude afin de consolider un dossier notamment au regard des éléments mentionnés au constat n°6.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant produit et transmet un porter à connaissance reprenant les évolutions de son installation depuis l'arrêté préfectoral de 2009 et intégrant, le cas échéant, les demandes d'aménagements visées au constat n°6 et les éléments justificatifs associés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois